

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION (MAA)

**Elisabeth Van de Maele**

Cheffe du Bureau de la gestion durable de la forêt et du bois

Je suis très heureuse de représenter ici le ministère de l'Agriculture en charge des forêts, de m'inscrire dans le long terme de l'aventure RENECOFOR, et de saluer dans la salle ceux qui ont porté ce projet sur les fonts baptismaux. Quand j'ai pris la responsabilité du Bureau de la gestion durable de la forêt et du bois, il y a deux ans, j'avais déjà entendu parler du réseau RENECOFOR. Pour le ministère, le financement de réseaux d'observation à long terme est une problématique particulière ; en matière forestière, c'est un enjeu important. La question s'était donc déjà posée à l'occasion des discussions annuelles sur le financement des divers projets : RENECOFOR, ça fait combien de temps ? Eh bien oui, le ministère finance depuis 1992 car l'enjeu est bien le suivi à long terme, mais ça ne va pas de soi. Il y a un adage qui dit « pour vivre heureux, vivons cachés »... Mais pour avoir un financement des ministères, au contraire, il faut savoir faire parler de soi.

Ainsi vous savez que le réseau RENECOFOR est une source de données indispensable pour le rapport des indicateurs de gestion durable, tous les 5 ans. C'est intéressant parce que ça s'inscrit dans une perspective de long terme. Mais il faut aussi saisir les occasions plus ponctuelles. Fin 2016, par exemple, le ministre Stéphane Le Foll, qui avait lancé une grande réflexion sur les sols agricoles (l'initiative 4 pour 1000), s'est interrogé dans la foulée sur les sols forestiers. Il a demandé en urgence une note synthétique sur ce qui pourrait se passer pour les sols forestiers, leur état, etc. Après un rapide tour d'horizon, nous nous sommes adressés à l'ONF et son réseau RENECOFOR : c'est le seul qui ait pu nous fournir cette note synthétique sur l'état des sols. Autre exemple, tout récent : nous avons demandé à l'INRA une grosse étude sur les leviers de la filière forêt-bois en matière d'atténuation du changement climatique, et le constat de l'INRA c'est que le seul réseau qui puisse fournir des données de suivi temporel sur le carbone dans les sols, c'est RENECOFOR.

Le réseau RENECOFOR a donc beaucoup d'atouts, mais il faut rester vigilant : il faut être capable, chaque année, de mettre en avant les grandes questions auxquelles ce réseau peut apporter des réponses. Parce qu'en matière de financement, il ne suffit pas d'avoir conscience que le long terme est un élément fondamental de l'observation environnementale. Il faut sans cesse revenir vers les bailleurs de fonds pour expliquer l'originalité et l'enjeu du réseau en termes de contribution aux politiques publiques. C'est pourquoi je veux dire en ouverture de ce colloque que nous avons de grandes attentes.

Des attentes en particulier sur la place du réseau RENECOFOR au regard des politiques publiques. Quelle aide peut-il nous apporter pour répondre aux grands enjeux des politiques publiques ? Et comment s'articule-t-il avec les autres réseaux existants ? C'est un point sur lequel il faut être vigilant, pour la bonne utilisation de l'argent public : il faut absolument éviter les redondances, le ministère y est de plus en plus sensible. Pour défendre le réseau RENECOFOR, il faut pouvoir démontrer qu'il s'inscrit bien dans une articulation avec les autres réseaux existants pour apporter les meilleures réponses possibles. Le programme consacre d'ailleurs une session à ce thème.

Autre attente importante : la valorisation des données. C'était un point faible identifié par l'audit conduit en 2013. Le réseau RENECOFOR répond déjà au niveau national à des questions posées par les politiques, mais il ne vit vraiment que par l'implication des établissements de recherche qui valorisent ses données ; c'est là un maillon incontournable et indispensable. Mieux elles seront valorisées, plus il nous sera facile d'expliquer la valeur du réseau.

Dernière question pour le ministère, bailleur de fonds : *in fine*, quelles sont les retombées pour les gestionnaires forestiers ? C'est une question un peu difficile, peut-être, mais au final c'est ce qui nous préoccupe au niveau national, les politiques publiques ; au niveau recherche, la valorisation ; à un niveau plus terre-à-terre, les retombées pour la gestion des forêts. Jusqu'à présent le réseau RENECOFOR a parfaitement répondu à ces trois niveaux d'enjeu, et j'attends donc de ce colloque qu'il apporte peut-être de nouveaux questionnements et que, face à ces questionnements, le réseau RENECOFOR ait toute sa place.